

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 19 JUIL. 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES LAGADEC Pleyber Christ

2 Rue Albert Rolland
29200 Brest

Références : ENV-D-24.0348
Code AIOT : 0005500994

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement CARRIERES LAGADEC Pleyber Christ implanté RUVERNISON 29410 Pleyber-Christ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des inspections des installations classées. Elle avait notamment pour objet d'évaluer les modalités de gestion :

- des déchets générés sur le site,
- des eaux de surface

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES LAGADEC Pleyber Christ
- RUVERNISON 29410 Pleyber-Christ
- Code AIOT : 0005500994

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de la société Carrières Lagadec est autorisé à exploiter, au lieu-dit "Ruvernison", une carrière à ciel ouvert de granite. Le site est autorisé pour une période de 30 ans par arrêté préfectoral du 16 mai 2023 et pour une production annuelle maximale de 450 000 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements particuliers	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 2.9.1.1	Sans objet
2	Aménagements particuliers	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 2.9.1.3	Sans objet
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 1.2	Sans objet
4	Déchets en provenance de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 2.8.4	Sans objet
5	Protection des ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de la visite et des constats effectués sur les prescriptions inspectées, l'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements particuliers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 2.9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none">- son identité,- la référence de l'autorisation,- l'objet des travaux,- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.
Constats : L'affichage réglementaire est mis en place à l'entrée de la carrière et comporte les éléments demandés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements particuliers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 2.9.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture et accès
Prescription contrôlée : L'accès à toute zone dangereuse sera interdit par une clôture solide et efficace. Les accès et passages seront équipés de barrières ou de portails. Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part en périphérie. Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière est contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et installations.
Constats : Les zones dangereuses sont clôturées. Les accès et passages sont fermés par des barrières. Les dangers sont signalés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations
Prescription contrôlée : Liste des rubriques : 2510-1 : La quantité totale maximale des matériaux à extraire est de 450 000 t/an 2720-2 2515-1a 2517-1
Constats : L'autorisation (APA du 16 mai 2023) est accordée pour une durée de 30 ans soit jusqu'en 2053. Un changement d'exploitant a été acté par APC le 12 juillet 2023. Le nouvel exploitant est « Société des Carrières Lagadec ». Il n'y a plus d'extraction ni de remblaiement ni de réception des déchets extérieurs depuis l'autorisation car un contentieux est en cours. Le nouvel exploitant souhaite attendre la fin du contentieux avant de redémarrer. La vente de négoce était active jusqu'en avril 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Avant redémarrage, il appartient à l'exploitant de déposer un porté à connaissance reprenant toutes les modifications ayant pu intervenir depuis l'arrêt de l'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets en provenance de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 2.8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets en provenance de la carrière
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Ce plan de gestion est établi selon les modalités fixées par l'arrêté ministériel relatif à la gestion des déchets des industries extractives.

Il est révisé par l'exploitant tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets d'exploitation mis à jour en septembre 2023 dans lequel on retrouve les éléments de :

- l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié,
- l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection des ressources en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux

Prescription contrôlée :

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux de Loire-Bretagne et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Léon Trégor.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Constats :

Depuis le renouvellement de l'autorisation en juillet 2023, l'installation ne fonctionne plus et il n'y a plus de rejet d'eau dans le milieu naturel.

Certaines prescriptions ne peuvent donc pas être contrôlées notamment celles concernant la qualité et la quantité des rejets des eaux de surface.

Un plan des réseaux d'eau a été présenté comprenant le sens d'écoulement des eaux et les 2 points de rejet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Avant redémarrage, l'exploitant doit déposer un porté à connaissance reprenant toutes les modifications ayant pu intervenir depuis l'arrêt de l'extraction.

L'inspection rappelle toutefois au nouvel exploitant qu'il devra respecter, au moment du redémarrage de son installation, les prescriptions de son arrêté préfectorales notamment concernant :

- l'équipement des points de rejet d'un compteur permettant de mesurer le volume rejeté (Art. 4.2.2),
- l'interdiction de rejet en l'absence de personnel technique,
- la mise en place de 3 bassins de décantation (Art. 4.2.4.1),
- la mise en place de procédures en cas de dysfonctionnement des bassins (Art. 4.2.4.2)

Type de suites proposées : Sans suite

